

Vannes, le 29/06/2018

## **Le rapport de la Casse de la Cour des Comptes (Fin des SIE, un SPF pour toute la France, etc)**

« La DGFIP 10 ans après la fusion : une transformation à accélérer » est la dernière production de la Cour des Comptes nous concernant, rendue publique le 20 juin 2018. (<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/la-dgfip-dix-ans-apres-la-fusion>)

Nous attendions les propositions de CAP 2022, c'est en fait la Cour des Comptes, téléguidée par le pouvoir politique en place, qui remet un brûlot sur notre administration disponible pour tous.

Elle déplore qu'aucune revue des missions de la DGFIP n'ait eu lieu depuis la création de notre direction. Visiblement, les auditeurs font preuve d'un manque total de discernement ou ont plus été occupés à récolter les informations sur les administrations fiscales en Australie et aux USA qu'à se concentrer sur les travaux déjà menés (lignes directrices, ASR, etc.).

Les rédacteurs du rapport utilisent des **raccourcis**, des **approximations**, des **omissions** (voire des fautes de frappe...), qui rendraient ce rapport risible si l'heure n'était pas aussi grave pour notre administration et ses agents au service du public et de l'État.

La Cour des Comptes préconise (page 88) la gestion des pensions à une caisse de « retraite » (*pour rappel à nos « experts-auditeurs » : les fonctionnaires perçoivent une pension et non une retraite, lapsus sans doute révélateur...?*).

Dans une liste à la Prévert (avec toutefois moins de poésie !), la Cour des Comptes propose rien de moins que :

- **Le transfert de la mission topographique du cadastre à l'IGN** (page 126),
- **la fermeture des « petites » trésoreries qui comptent moins de 10 agents** (page 113),
- **la suppression de 354 SPF concentrés sur une seule implantation nationale et l'ouverture des bases aux notaires** (page 106),
- **resserrer le réseau des SIE et abandonner l'accueil physique en créant des super-structures de 50 agents ou plus** (page 110),
- **l'abandon de l'accueil physique des SIP** (page 111) (et laisser ainsi des dizaines de millions de contribuables seuls avec leurs difficultés...!!!),
- **remet en cause nos congés** (page 67),
- etc.

Nous dénonçons ce rapport à charge qui n'a aucun lien avec la réalité de notre travail, pas plus qu'avec nos missions. Ce rapport ne démontre rien mais accumule des affirmations pour établir un constat exagérément négatif.

Nous déplorons la mollesse – et même l'absence de défense – de notre administration par le Ministre en charge... Ce qui confirme le caractère « téléphoné » de ce rapport qui dit tout haut ce que le Gouvernement n'ose évoquer à travers CAP 2022 dont il retarde la sortie par crainte des réactions !

Pourquoi faudrait-il tout fermer ou concentrer selon la Cour des Comptes ?

- **Notre administration semble incapable de réflexion** (page 19),
- **l'absentéisme et les congés interdisent l'existence même des petites Trésoreries** (page 67),
- **la rigidité de nos règles de gestion** (mobilité, carrière...) **est un frein au service** (on croirait entendre notre Directeur Général...)
- **notre informatique est désuète et, en plus, elle a accumulé une dette technique**

Les termes « rigidité », « frein » et « dette technique » apparaissent dans plusieurs des 143 pages du rapport...

**Cette accumulation de contre-vérités nécessite une réponse collective globale de tous les agents qui doivent lutter contre l'escroquerie intellectuelle qui fait le terreau des anti-impôts, anti-fonctionnaires et des anti-Etat !**

Notre Ministre est enthousiaste à la lecture de ce rapport, ce qui est loin de nous rassurer sur l'avenir de la DGFIP.

**Nous tenons à lui dire que nous ne nous laisserons pas faire !**

Ce rapport fait honteusement preuve d'une absence d'indépendance de la Cour et est d'une mauvaise foi inquiétante pour notre démocratie et l'avenir du Pacte social !

<https://solidairesfinancespubliques.org/le-syndicat/actions/1558-rapport-de-la-cour-des-comptes-sur-la-dgfip-demandez-le-programme-de-cap22-pour-mieux-le-combattre.html>



Résistance

Union  
Syndicale  
Solidaires